

— Nous n'avons rien vu en France jusqu'ici de pareil, disait l'un d'eux.

— A l'exception des sœurs grises, reprit un de ses collègues.

Pendant sept heures consécutives, on travailla sans relâche; les soldats prussiens réunissaient les cadavres derrière la ligne du chemin de fer; les posaient dans les fourgons qu'ils nous renvoyaient pleins. Il n'est pas douteux qu'en écartant de leurs lignes nos infatigables ramasseurs de morts ils n'aient voulu aussi nous dérober leurs pertes qui ont été très-considérables. Les corps étaient rangés méthodiquement dans les voitures, dix par cheval, pas un de plus et pas un de moins. Ce n'était sans doute pas pour ménager les bêtes, qui ont été fort surmenées pendant cette opération et dont plusieurs ont succombé pendant la nuit aux fatigues du jour. Se tenir exactement au même nombre c'était une manière certaine de compter ce qu'ils nous expédiaient ainsi. La plupart des hommes qu'on rendait étaient dépouillés de leur argent et de leurs menus objets; on n'a guère trouvé sur eux que ce qui avait échappé à l'avidité des ennemis. Le peu de souvenirs recueillis par les frères a été mis de côté avec soin pour être rendu aux familles. La nuit tombait cependant et la funèbre tâche n'était pas terminée. Il semblait qu'on prolongeât avec intention cette cérémonie. Lorsque cinq heures sonnèrent dans le lointain à l'église d'un village, on n'avait encore enseveli que 485 morts. L'armistice expirait; on convint de part et d'autre de le reprendre le lendemain, et les voitures chargées de frères que ces rudes exercices avaient bien fatigués, rentrèrent lentement dans Paris sous les premiers flocons de neige qui présageaient une journée rigoureuse.

C'est vrai; voilà d'admirables exemples pour votre population démoralisée. On avait beau se hâter, il restait encore des cadavres au bord des fossés, la nuit s'avancant; les pelles retentissaient sur la terre avec un bruit sourd, la fatigue des frères devenait extrême. Il fallait encore un vigoureux effort, on le donna.

Les fourgons rentrèrent un à un et se rangèrent le long de la route, le sol fut nivelé, les frères rentrèrent leurs outils, baissèrent leurs manches retroussées depuis le matin, reprirent leur sombre chapeau, rejetèrent leur sac sur leurs épaules et remontrèrent un à un, lentement, dans les voitures profondes.

Une Bénédiction suprême tomba sur ces déplorables, humbles et héroïques victimes de la guerre. — On dit que nous sommes dans un siècle sans fin; les deux tiers de ces pauvres gens portaient des scapulaires et des médailles. Le chiffre des morts fut officiellement annoncé à haute voix aux officiers ennemis, qui le déclarèrent conforme à leurs propres informations, et on planta sur chaque tumulus une croix de bois noir avec cette inscription :

ICI REPOSENT
six cent quatre-vingt-cinq
soldats et officiers français tombés
sur le champ de bataille
ensevelis par les AMBULANCES DE LA PRESSE
Le 8 décembre 1870.

Monsieur, dirent les officiers prussiens en saluant courtoisement M. de la Grangerie, nous nous reverrons à Paris.
Après la paix, messieurs, répondit le parlementaire français.

BOURSES DE PARIS	
du 7 décembre.	
3 % au c. baisse: 25 c., 53,30;	
Fin c. baisse: 25 c. 1/2, 53,35 1/2	
Nouvel emprunt au c. baisse: 50 c., 54,50	
Fin c. baisse 20 c., 54,45	
4 1/2 % sans changement, 30 fr.	
du 9 décembre	
3 % au c. hausse: 15 c., 53,65	
Fin c. hausse: 15 c., 53,65	
Nouvel emprunt au c. hausse: 40 c., 54,70	
Fin c. hausse: 45 c., 54,70	
4 1/2 % sans changement, 30 fr.	
du 10 décembre	
3 % au c. baisse: 07 c. 1/2, 53,57 1/2	
Fin c. sans changement, 53,65	
Nouvel emprunt au c., baisse: 05 c., 54,65	
Fin c. sans changement, 54,70	
4 1/2 % sans changement, 30 fr.	

Le Daily Télégraph a reçu la dépêche que voici:

« Bruxelles, 11 décembre. — Dans des cercles politiques de cette ville on en sait assez pour ajouter un témoignage de plus au fait que la Prusse a résolu de s'annexer le grand-duché de Luxembourg. Il est maintenant assez connu, en des lieux qui doivent être bien informés, que la dénonciation du traité de Paris, et la dénonciation prussienne du traité de Londres, ou moins les plaintes de la Prusse qui ont amené l'incident, étaient concertées d'avance. De plus, elles n'auraient été concertées que par suite du désir d'opposer les obstacles en apparence les plus formidables à l'intervention de l'Angleterre. Ici personne ne doute qu'une étroite alliance, ou dans tous

Hier, à quatre heures, 8 bataillons de guerre du 3^e arrondissement sont venus à l'Hôtel-de-Ville présenter au Gouvernement les trois pièces de 7 que leur arrondissement offre à la défense nationale. M. Bonvalet, maire de l'arrondissement et les officiers délégués ont été reçus par MM. Clamagérin, Chaudey, Hérisson, adjoints à la mairie de Paris, et Dréo, secrétaire du gouvernement. M. Bonvalet a prononcé une courte allocution. MM. Clamagérin et Dréo ont remercié M. Bonvalet de l'offre patriotique dont il s'est fait l'intermédiaire. Les adjoints de la mairie centrale sont ensuite descendus sur la place de l'hôtel-de-Ville, où l'on admirait de près ces trois magnifiques canons. Puis, les 8 bataillons de guerre ont défilé en excitant l'enthousiasme général par leur attitude martiale et résolue.

UN CANON PERFECTIONNÉ. — Hier, un détachement du corps franc des volontaires de la défense nationale descendait les boulevards conduisant au ministère des travaux publics un canon de nouvelle invention dont la forme inusitée attirait sur tout le parcours la curiosité de la foule. Ce canon, inventé par M. Lalancé, du corps des volontaires, se distingue, entre tous les nouveaux canons par la simplicité que sa pièce de culasse offre dans la fabrication, et par la rapidité du chargement, rapidité limitée seulement par l'échauffement du métal. Cette pièce peut envoyer, à environ neuf kilomètres un projectile de grande puissance. Sa légèreté permet à deux hommes de le transporter même sur un terrain difficile et de le traîner, ainsi que de la manœuvre. Ce canon de nouveau modèle a été présenté à la Commission d'armement qui l'a trouvé excellent, et le ministre Dorian a dit: C'est l'artillerie légère de l'avenir. Un autre avantage de cette pièce, c'est son bon marché. Le prix de sa fabrication ne dépassera pas quinze cents francs.

Hier, à midi, ont eu lieu dans la chapelle de l'hôtel des Invalides les obsèques du général Renault, tombé glorieusement sur le champ de bataille de Villiers. L'église, la cour d'honneur et la nef étaient tendues de noir, et sur la surface de l'hôtel se détachaient les armes du défunt entourées de branches de lauriers. Le service extérieur était fait par la garde mobile; le service d'honneur, à l'intérieur par un détachement de soldats invalides. Le gouvernement de la défense nationale était représenté par MM. Jules Favre et Ernest Picard. Le général Le Flô, ministre de la guerre, assistait à la cérémonie. Le gouverneur de Paris, qui n'avait pu s'y rendre, retenu par la direction des opérations militaires, s'était fait représenter par son état-major. Presque tous les généraux présents à Paris avaient tenu à apporter un suprême témoignage de regrets à celui qui a si vaillamment donné sa vie pour le pays. Après l'absoute, une allocution a été prononcée par l'archevêque de Paris puis la dépouille mortelle du général ayant été descendue dans un caveau provisoire, la foule grave et recueillie s'est lentement écoulée sous le coup de l'impression profonde qu'a laissée dans tous les cœurs cette mort qui témoigne à tous un grand exemple de dévouement et de patriotisme.

Sépulture des morts de l'affaire de Villiers.

Nous détachons les passages suivants d'une relation de cette imposante cérémonie :

La route qui mène de Vincennes à Champigny, lorsqu'on coupe au plus court, est à travers « bois » : ce mot a quelque chose d'exagéré quand on pense à ce qui reste des arbres de cette magnifique forêt, mais il est nécessaire à l'intelligence de ce qui va suivre. La neige était tombée en abondance pendant la nuit, une neige sèche, fine, qui se glissait partout, garnissait tous les coins noirs, élargissait l'horizon et aveuglait le regard. Le convoi garni de frères aux sombres costumes, avec les fourgons chargés de pioches et les sacs de chaux-vive, traversait ce passage éblouissant et morne à la fois comme un souvenir terrifiant de la retraite de Russie. Des groupes de soldats dissimulés çà et là, des campements dont la fumée s'élevait en tournoyant vers le ciel, tout un attirail de guerre, tout un mouvement militaire complétaient cette ressemblance et ce tableau dont les personnes présentes ne pourront oublier de longtemps la frappante image. Quand on arriva à la Fourche, le capitaine Sarbey disposait ses escouades pour l'enlèvement des derniers cadavres: on déblaya les fosses comblées par la neige de la nuit et on reprit courageusement l'œuvre interrompue des deux premiers jours. Les morts de Petit-Bry, de Champigny et de Croisy commencèrent d'arriver par charrettes.

On procéda à la vérification des numéros matricules à défaut d'indications plus précises; chaque rangée, aussitôt après avoir été reconnue, allait prendre sa place à côté des autres.

Ce pale linéaire qui recouvrait le sol, ces arbres dépouillés qui étendaient leurs branches vers le ciel, ces trous béants où les cadavres raidis et blêmes dormaient de leur sommeil éternel sur un lit de chaux; ces ombres noires qui se profilaient violemment sur cet immense étendue de neige qui couvrait le sol, tout dans cette nature et dans ce mouvement concourait à une bien triste mise en scène impossible à oublier pour le petit nombre de ceux qui y ont assisté. Les frères de la doctrine chrétienne poursuivaient silencieusement leur sainte mission. Les officiers prussiens eux-mêmes s'en montrèrent frappés.

parer le pont en quelques instants. En suivant la route de Chateaufort, on trouve le chemin de fer de Sceaux coupé par une formidable barricade. A la Croix de Bernis, tous les rails enlevés du chemin de fer ont servi à casemater la poudrière de la batterie. Antony a été en partie abandonné; une portion de la cavalerie qui y était campée a été envoyée vers le sud. Quant à l'infanterie, elle est partie du côté de Choisy, pour remplacer le corps du général Cumpting, envoyé du côté de Montargis.

FAITS DIVERS.

L'heure des résultats importants a enfin sonné, et, après avoir semé, nous récoltons. Un grand nombre de pièces de nouveau modèle sont achevées en ce moment et vont entrer en ligne. Chaque jour, un certain nombre de ces pièces sont essayées au fort de Montrouge, en présence de M. Dorian, ministre des travaux publics, qui suit toutes les expériences avec une scrupuleuse exactitude. Aussitôt les essais terminés, les nouveaux canons sont expédiés à nos différents corps d'armée. Nous sommes heureux de constater que les produits de nos riches usines ont dépassé tout ce qu'on pouvait espérer de l'outillage improvisé qu'on avait été forcé de créer à Paris, sauf deux ou trois exceptions au plus, les canons de récente fabrication n'ont, comme résistance, comme portée et comme justesse de tir, absolument rien laissé à désirer jusqu'ici. Au lendemain de Sedan, la Prusse, qui tenait Metz bloqué, crut que l'artillerie française avait vécu. Elle avait compté sans l'énergie républicaine d'une nation qui reprend en main la conduite de ses destinées. Les canons dont nous annonçons l'achèvement seront suivis d'autres fort nombreux auxquels on travaille avec ardeur. Succès oblige.

Le lieu où on applaudit le plus les mesures énergiques prises par le gouvernement de la défense à l'égard des tirailleurs de Belleville, c'est à Belleville même. La partie saine et patriotique de cette population a non seulement applaudi à la décision du Gouvernement, mais encore s'est empressée de déclarer toute solidarité avec ses tristes soldats toujours prêts à marcher contre l'Hôtel de ville, et jamais contre les ennemis.

M. Victor Hugo avait manifesté l'intention de sortir de Paris sans armes, avec la batterie de l'artillerie de la garde nationale dont ses deux fils font partie. Le 14^e bataillon de la garde nationale s'est transporté tout entier avenue Frachot devant le logis du poète ou les délégués seuls sont entrés.

Ces honorables citoyens venaient prier M. Victor Hugo de donner suite à ce projet, qu'il avait dès longtemps annoncé dans son adresse aux allemands.

Quelques journaux ultra ou extra républicains, vont être, dit-on, obligés d'imiter le silence de M. Blanqui, faute d'un public qui veuille encore les entendre. C'est une grande leçon pour les sectaires.

L'archevêque de Paris s'est rendu hier à l'ambulance bretonne. Le préfet s'est arrêté devant chaque blessé qu'il questionnait affectueusement sur l'état de ses blessures et le confortait par des paroles patriotiques. J'espère, a dit Mgr Darbois, que soignés par les mains patriciennes des dames qui ont créé cette ambulance, vous serez bientôt, chers blessés, en état de rentrer dans vos régiments et de continuer à combattre les ennemis de la France. Alors, mes amis, il ne faudra pas penser à vous rendre, mais ayez le courage de lutter jusqu'à la délivrance de la patrie.

Pour moi, a ajouté l'archevêque, je regrette beaucoup que mon caractère ecclésiastique m'empêche d'aller faire le coup de feu aux remparts. — Mgr Darbois a ensuite félicité le personnel de l'ambulance pour les soins dévoués qu'il donne aux blessés.

Le bruit avait couru que les étrangers sortis de Paris à la faveur de M. de Bismark avaient été dévalisés par des maraudeurs au sortir de Versailles et forcés de regagner la ville, privés de tout leur bagage et, à moitié nus. Cette nouvelle doit, paraît-il, être rangée dans la catégorie des fables; elle a sans doute été propagée pour dégoûter du voyage des trop nombreux étrangers qui assiégeaient les légations de demandes de sauf-conduit. Une communication reçue à la légation Suisse annonce que tous les Suisses faisant partie du convoi étaient arrivés sains et saufs à destination, sans avoir éprouvé le moindre obstacle ni le moindre désagrément.

10 Décembre.

Paris reçoit à l'instant communication de dépêches prussiennes qui, laissant bien loin derrière elles la lettre du général De Moltke. Cette lettre avait été généralement considérée, ici, comme exagérée, à ce point qu'elle tournait presque à la mystification. Mais que dire des nouveaux documents qui indiquent et étonnent à la fois, depuis une heure, la population malgré son expérience de la duplicité des conseillers du roi Guillaume? Dès hier soir, on assurait que deux pigeons venaient d'arriver au siège du gouvernement de la défense nationale, L'Electeur libre, disait à ce sujet :

« Les dépêches sont toutes les deux datées du 7 décembre. Les pigeons ont été portés à Vincennes où se trouve le gouverneur. Nous ignorons à deux heures du matin, si ces dépêches—qui concernent dit-on, les mouvements de troupes—seront aujourd'hui au Journal officiel. »

Le Journal officiel de ce matin est resté muet, mais dans l'après midi, le gouvernement a fait apposer aux portes des mairies l'affiche suivante :

Le 12 novembre dernier, le ballon Daguerre,

parti de Paris, tombait à Ferrières au pouvoir des Prussiens. Ce ballon contenait un certain nombre de pigeons, dont la plupart sont restés aux mains des Prussiens.

Le 9 décembre, à 5 heures du soir, un de ces pigeons rentra au colombier auquel appartenait. Il était porteur d'une dépêche datée de Rouen, 7 décembre, qui sera reproduite plus bas (n° 1.)

Le même jour, 9 décembre, à 7 h. 1/2 du soir, un second pigeon rentra au même colombier, porteur d'une dépêche datée de Tours, 8 décembre, reproduite plus bas (n° 2.)

Aucun doute n'existe sur l'identité des pigeons recueillis avec ceux des pigeons pris à Ferrières par les Prussiens. Les agents de l'administration l'attestent avec toute certitude. Les deux dépêches étaient attachées de la même manière suivant un mode différent de celui qu'emploient les agents français. Elles trahissent d'ailleurs leur origine germanique autant par le style que par la forme de l'écriture. L'origine des deux dépêches est donc incontestable.

Le gouverneur, résolument décidé à communiquer à la population toutes les nouvelles qui l'intéressent, ne croit devoir accompagner d'aucun commentaire la reproduction des dépêches prussiennes dont suit le texte :

Rouen, 7 décembre.

Gouvernement de Paris.

Rouen occupé par les Prussiens qui marchent sur Cherbourg. Population rurale les acclame. Délibérez. Orléans repris par ces diables. Bourges et Tours menacés. Armée de la Loire complètement défaite. Résistance n'offre plus aucune chance de salut.

A. LAVERTUON.

Tours, 8 décembre

Rédacteur du Figaro à Paris.

Quels désastres! Orléans repris. Les Prussiens à deux lieues de Tours et Bourges. Gambetta est parti à Bordeaux. Rouen s'est donné. Cherbourg menacé. Armée de la Loire n'est plus fuyards pillards. Population rurale partie convincible Prussiens. Tout le monde en a assez. Champs dévastés. Brigandage florissant. Manque de chevaux, de bétail. Partout la faim, le deuil. Nulle espérance. Faites que les parisiens sachent que Paris n'est pas la France. Peuple veut dénoyautement.

Signature illisible, ressemblent à celle-ci Comte de Pujol, ou de Paget.

PARTIE OFFICIELLE

Quel jugement porter sur une telle manière de procéder, en face de l'Europe, en plein dix-neuvième siècle! On se croirait revenu aux temps de la barbarie où l'on glorifiait le pillage et où l'on ennobilitait le mensonge. MM. de Moltke et de Bismark ambitionnent de marcher sur les traces du perfide Ulysse; soit. Mais en vérité, ils font tort à leur modèle. Ulysse était un fourbe adroit qui trompait les Troyens; eux, au contraire, ne savent inventer que des manœuvres qui soulèvent le dégoût en même temps que la risée publique.

Le général commandant supérieur des gardes nationales de la Seine a adressé le rapport suivant au gouvernement de Paris.

Paris, le 9 décembre 1870.

Monsieur le gouverneur,

L'organisation de la garde nationale de Paris en nombreux bataillons isolés et sans intermédiaire entre eux et le commandant supérieur, déficiente pour le service intérieur, le serait bien plus encore, pour les opérations de guerre auxquelles cette force nationale est appelée à prendre part.

80 bataillons de marche sont déjà équipés; leur nombre s'accroît chaque jour. Il devient nécessaire d'établir entre ces corps la cohésion et l'unité d'action indispensables à leur efficacité.

Pour atteindre ce but, je demande au gouvernement de la défense nationale l'autorisation de réunir les bataillons de guerre en régiments et d'appeler à leur commandement avec le grade de colonel ou de lieutenant-colonel, quelques uns de leurs chefs élus qui possèdent les connaissances militaires requises — J'ai donc l'honneur de proposer :

Suivent les nominations pour les grades de colonel et de lieutenant colonel.

Pardécret en date du 9 décembre 1870, rendu sur le rapport du ministre de la guerre M. Quillét Saint-Anges, chef du 3^e bataillon, de la garde nationale mobile de la Seine-et-Marne, a été nommé au grade de lieutenant colonel. Cet officier supérieur commandera en cette qualité le 6^e régiment provisoire d'infanterie de la garde nationale mobile, formé des 16^e, 17^e, et 18^e bataillons de la Seine.

INCIDENTS DU SIÈGE.

L'espionnage prussien prend toutes les formes et ne néglige aucune ruse. L'avant-dernière nuit, un homme s'est présenté à la porte Maillot. Le port-levis était baissé. On s'empara de notre homme et naturellement on l'interrogea sur les causes de sa promenade nocturne. Il n'y avait point de causes. L'homme voulait seulement rentrer chez lui, il se disait attendri, et prétendait demeurer chez un notaire de la rue Saint-Martin. L'un des gardes nationaux présents put attester que dans la rue et au numéro indiqué, il n'y avait point de notaire. Pendant ce colloque, un chien qui suivait l'intrus cherchait à passer. On arrêta le chien comme l'homme, on l'examina et sous le ventre, cachée dans l'épaisseur du poil on trouva une poche et des papiers qui ont été portés au général Trochu.

Le général Clément Thomas a passé hier, jeudi, la revue des bataillons de guerre du quartier du Temple (3^e arrondissement). A deux heures, les troupes, vêtues de vêtements sombres (pantalons, tuniques, et capotes bleu foncé) en tenue de campagne, prenaient position sur la place Vendôme, rue de la Paix, et sur le boulevard des Haillères, dans l'ordre suivant: le sapeur, armés du mousqueton, les pupilles armés du fusil à percussion; les pompiers, la compagnie du génie, les canonniers; puis venaient trois pièces de 7 rayées et se chargeant par la culasse avec les caissons et les fourgons. Ces pièces, offertes par les bataillons au gouvernement, étaient traînées par des chevaux de la compagnie de Lyon que ses employés conduisaient. Ces bataillons se composaient du 54^e, 55^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 144^e, 145^e et 205^e. Le général, suivi de son état-major, a passé la revue au son d'une musique guerrière et aux cris mille fois répétés de vive la République. Ce qui nous a frappés, c'est le sentiment du devoir empreint sur tous les visages, c'est cet air de résolution, de calme et de patriotisme réfléchi. Il y avait là des hommes de tout âge, des figures imberbes et des barbes grises; mais tous animés du même esprit d'abnégation et prêts à concourir au salut de la France. Malgré le mauvais temps et la neige fondue; la foule a pénétré sur la place et sur les boulevards jusqu'au moment du défilé qui a eu lieu à l'entrée de la rue Castiglione. Ces bataillons se sont dirigés dans un ordre parfait vers les postes qui leur étaient assignés.

Ces neuf bataillons formaient un effectif de six mille hommes environ.

Un ambulancier raconte que, le matin du 3 décembre, sur le champ de bataille, il a vu, étendu la face vers le ciel, un Prussien âgé d'environ 17 ans, blond, petite moustache frisée, de traits agréables, les yeux ouverts souriant, — mort. On a relevé ce cadavre et l'ambulancier a vu ceci : Plus de dos, ni de résus, ni d'occiput; la mitraille avait coupé littéralement en deux ce jeune garçon. Ce fait extraordinaire ne s'était pas encore présenté.

La suspension d'armes qui avait été conclue avant-hier sur la demande des ambulances de la Prusse a été prolongée, pour achever l'enterrement des morts.

C'est le général Paturel qui a commandé sur le plateau d'Avion la brigade composée du 121^e de ligne, colonel Maupoint de Vandeuil, et du 122^e, colonel de la Monneraye. Dans cette glorieuse journée, le général Paturel, le colonel Maupoint de Vandeuil, le colonel de la Monneraye et 23 officiers ont été blessés.

Les Prussiens ont organisé avec un grand soin leur système de sentinelles et de vedettes sur les hauteurs de Sevres et Saint-Cloud. Ils ont trois lignes de factionnaires: la première est sur le chemin qui borde la Seine, à l'abri derrière les murs crénelés des enclos et des maisons; elle a pour mission de surveiller les tranchées françaises établies le long de la rivière. De distance en distance se trouvent des postes, sur un cheval, un fusil à point de mire et un fusil à percussion. La présence d'un factionnaire est soupçonnée, le coup part, et il est assez fréquent que le projectile entre dans le créneau même, large à peine comme la main. La seconde ligne est au tiers de la côte, dans les maisons ou dans les bois; elle tire sur ceux des nôtres qui s'écartent de la tranchée. La troisième est plus haut; ce ne sont plus les factionnaires, mais les tirailleurs. Ils choisissent eux-mêmes la place la plus convenable pour diriger leurs coups dans la plaine qu'ils dominent. Le caporal de pose ne va pas relever les hommes sur place; il donne, à des heures irrégulières, quelques coups de sifflets, les soldats se rejoignent et passent la consigne. Les Prussiens se servent, en partie, du fusil de rempart, qui porte à 12 ou 1500 mètres, et dont la balle, en fer et forme d'oëuf, perce les murs. Toutes ces précautions rendent la garde et l'approche de nos tranchées très-difficile. Ce service périlleux est confié depuis quelque temps aux tirailleurs de la Seine, aux tirailleurs éclaireurs parisiens et aux compagnies de forestiers envoyés là par l'amiral commandant la 6^e section, pour secourir la mobile.

On estime que dans la journée du 6, sur un des points où la lutte a été la plus chaude, la proportion des morts était de 60 pour les Français et de 100 pour les Prussiens. Encore ceux-ci avaient-ils été enlever une partie de leurs hommes atteints.

Voici quelques renseignements intéressants que donne une personne qui a fait ces jours derniers une reconnaissance aux avant-postes prussiens :

« En arrière de Bourg-la-Reine, les Prussiens n'ont pas perdu un moment pour se fortifier. Le retranchement du chemin de fer et la route départementale qui conduit à Sceaux, sont coupés de barricades formant place d'armes, et défendus par des fossés. La position la plus importante de ce côté est la Croix de Bernis, située environ à trois kilomètres de Bourg-la-Reine et qui est le point capital de la seconde ligne prussienne. Défilée de tous côtés des feux de l'Hay, Thiais et Chevilly, la route de Choisy à la Croix de Bernis, à laquelle viennent aboutir quatre chemins vicinaux, est d'une importance capitale pour les Prussiens: elle assure leurs communications avec Versailles, par Chateaufort, et met en relation directe Choisy et le camp d'Antony. Aussi la Croix de Bernis, qui est la clef des deux routes, a-t-elle été de la part de l'ennemi l'objet de constantes préoccupations. De la route de Sceaux au village, on ne compte pas moins de cinq barricades. En avant du village s'élève un abattis d'arbres percé de deux embrasures, par où deux pièces de campagne regardent la route de Paris. Le village lui-même est défendu par une série d'épaulements reliés entre eux par des tranchées. Une batterie armée de pièces françaises de douze, domine tout le village. Au point situé en sortant de la Croix, un amas de fascines et d'arbres permet de ré-